

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09317P0401 du 30/01/2018
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09317P0401, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque sur la commune de Saint-Auban (06), déposée par FPV Saint-Auban, reçue le 20/12/2017 et considérée complète le 20/12/2017 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 04/01/2018 ;

Vu la saisine de la commission spécialisée du comité de massif en date du 04/01/2018 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 47a du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste au défrichement d'une surface d'environ 18ha pour l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque d'une puissance installée de 11 MWc ;

Considérant l'importance du projet ;

Considérant que ce projet a pour objectif final la production d'énergies renouvelables ;

Considérant que les travaux de défrichement font partie du projet de centrale solaire relevant d'une étude d'impact systématique conformément à l'article L.122-1 III du code de l'environnement ;

Considérant la localisation du projet :

- dans un secteur naturel,
- dans le périmètre du parc naturel régional des Préalpes d'Azur,
- à proximité immédiate de la zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique de type II n°930020148 "Plaine des Lattes",
- au niveau d'une masse d'eau souterraine affleurante vulnérable aux pollutions et proche de deux cours d'eau permanents ;

Considérant qu'une étude d'impact concernant la centrale photovoltaïque a été élaborée et nécessite d'être actualisée ;

Considérant l'avis de l'autorité environnementale en date du 17/11/2015 sur le projet de centrale photovoltaïque et ces recommandations qui concernent notamment :

- l'actualisation du diagnostic écologique et la prise en compte des continuités écologiques,
- la justification des choix concernant le périmètre du projet,
- la présentation dans le détail du projet agricole associé à la centrale photovoltaïque et la mise en place d'un suivi ;

Considérant les impacts potentiels du projet sur l'environnement qui concernent :

- la biodiversité, les habitats naturels, les continuités écologiques et potentiellement plusieurs espèces protégées ;
- l'état de conservation de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique concernée ;
- le paysage à caractère naturel par modification des caractéristiques paysagères et des perceptions ;
- la masse d'eau souterraine et les cours d'eau proches du projet par des risques de pollution ;

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de défrichement pour l'installation d'une centrale solaire photovoltaïque situé sur la commune de Saint-Auban (06) doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

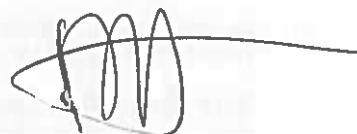
Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à FPV Saint-Auban.

Fait à Marseille, le 30/01/2018.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).

